

MONTHLY HOUSE VIEW

AVRIL 2026

Gestion des risques dans
un cycle perturbé mais résilient

01	ÉDITORIAL Gestion des risques dans un cycle perturbé mais résilient	P3
02	MACROÉCONOMIE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT Les répercussions de l'Iran	P4
03	FOCUS IA et marché du travail : un récit dystopique ?	P8
04	PERSPECTIVES DE MARCHÉ Au son du canon...	P10
05	MARKET MONITOR Aperçu des données de marché	P12
06	DÉCOUVREZ L'ÉQUIPE	P13
07	GLOSSAIRE	P14
08	AVERTISSEMENT	P15

Gestion des risques dans un cycle perturbé mais résilient



Jérôme
VAN DER BRUGGEN
Chief Market Strategist

Chère lectrice, Cher lecteur,

Le mois écoulé sur les marchés financiers a été dominé par le regain de tensions au Moyen-Orient – avec des répercussions sur les prix de l'énergie – ainsi que sur les marchés du crédit. De tels événements accentuent la volatilité, mais nous estimons que les implications macroéconomiques constituent une extension maîtrisée des pressions stagflationnistes existantes, plutôt qu'une rupture du cycle économique. Les prix du pétrole ont connu une flambée à court terme, mais la nature des chocs pétroliers actuels et la structure de l'économie mondiale invitent à la prudence plutôt qu'à l'alarmisme. Les pics géopolitiques sur le brut ont tendance à se résorber, car les perturbations de l'offre déclenchent des réponses compensatoires : augmentation de la production par les producteurs non affectés, recours aux stocks stratégiques et ajustements de la demande de la part des consommateurs et de l'industrie. Avec une activité mondiale toujours résiliente, le mouvement actuel sur le pétrole s'apparente davantage à la poursuite de frictions inflationnistes qu'au début d'un nouveau régime.

Un second thème a été la montée des tensions sur les marchés du crédit privé. Après des années d'expansion rapide, cette classe d'actifs connaît son premier stress significatif, visible à travers une souscription plus sélective, une dispersion accrue des performances et une posture plus prudente des investisseurs. Nous n'y voyons pas une défaillance structurelle, mais une phase de maturation nécessaire pour un marché encore jeune. Les marchés publics du crédit, à l'inverse, demeurent globalement calmes, avec un élargissement modéré des *spreads* et sans signe notable de stress systémique. Pris dans leur ensemble, ces évolutions suggèrent une hausse des risques de volatilité – phénomène typique lorsque la géopolitique s'entremêle à une phase avancée du cycle – mais elles ne signalent pas une rupture du cycle sous-jacent.

Nous pensons que la caractéristique déterminante de la phase actuelle réside dans le fait que les dépenses d'investissement (CapEx) prennent le relais des consommateurs et des gouvernements. La consommation des ménages s'est normalisée après son envolée post-pandémie, les impulsions budgétaires s'estompent, et l'investissement des entreprises devient un moteur plus puissant de l'activité mondiale. Une grande partie de ce *momentum* est liée à l'intelligence artificielle (IA), une tendance de transformation nécessitant d'importantes infrastructures physiques. Les centres de données requièrent une capacité électrique, des systèmes de refroidissement, du matériel spécialisé et des intrants de fabrication avancés ; la diffusion de l'IA stimule

l'investissement dans l'infrastructure *cloud*, les semi-conducteurs, les réseaux à haute performance et l'augmentation de la production énergétique. Cette évolution se distingue par la nature très physique de ses besoins d'investissement.

En conséquence, les bénéficiaires de ce cycle CapEx dépassent largement le secteur technologique. Les industriels, producteurs d'électricité, infrastructures énergétiques et fournisseurs de matières premières connaissent une demande renforcée. Comme le souligne Nicolas Gazin dans la section « Perspectives de marché » (page 10) de ce mois-ci, cela crée des opportunités pour les marchés émergents fournissant des intrants clés, ainsi que pour les petites et moyennes capitalisations opérant dans des segments spécialisés de chaînes d'approvisionnement revitalisées. Cette rotation met en lumière le caractère auto-entretenu du cycle économique, avec l'émergence de nouveaux moteurs à mesure que les anciens s'estompent, et l'élargissement du paysage d'investissement à mesure que le *leadership* boursier se diversifie.

Concernant les effets de l'IA sur le marché du travail, Hans Bevers souligne dans notre « Focus » (page 8) que la disruption observée jusqu'à présent s'inscrit dans la lignée des précédentes évolutions technologiques. Au cours des trois dernières années, les changements professionnels se sont opérés à un rythme comparable à celui observé après l'adoption de l'ordinateur commercial en 1984 et celle de l'internet commercial en 1996.

Dans la section « Macroéconomie & stratégie d'investissement » (page 4), Bénédicte Kukla, Grégory Steiner et Adrien Roure expliquent pourquoi les marchés entrent dans une période où la volatilité est une caractéristique, non un défaut, et où il est essentiel de distinguer le bruit conjoncturel des opportunités structurelles. Le contexte géopolitique continuera probablement de générer des chocs épisodiques, mais le moteur économique – alimenté de plus en plus par l'investissement des entreprises – reste intact. Pour les investisseurs, cela plaide en faveur d'une diversification accrue et d'une gestion rigoureuse des risques, en maintenant une exposition aux secteurs et régions profitant du cycle CapEx et en considérant les dislocations à court terme comme des points d'entrée potentiels. Les marchés obligataires devront naviguer entre une activité résiliente et des pressions inflationnistes temporairement élevées, mais l'environnement du crédit au sens large demeure constructif.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.



Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

Le choc énergétique provoqué par la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran s'est fait sentir à l'échelle mondiale, remettant au premier plan les dépendances énergétiques. Nous avons révisé nos prévisions macroéconomiques en conséquence, en prenant également en compte les effets contradictoires de l'intelligence artificielle (IA) et des droits de douane américains. Nous restons investis, tout en ajustant notre stratégie aux risques nécessaires et en nous préparant aux conséquences du conflit.



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE

OÙ ANTICIPER L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE EN 2026 ?

Les marchés ont abordé 2026 en anticipant une intensification des tensions géopolitiques. Les prix du pétrole ont commencé à augmenter fortement fin janvier et, après le déclenchement du conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran, les prix du pétrole et du gaz naturel ont bondi – le Brent progresse de plus de 65 % et le gaz naturel de 80 % (mi-mars par rapport à fin 2025). Bien que la situation reste très incertaine, l'administration Trump a peu d'intérêt à aggraver davantage la situation, compte tenu de l'impact potentiel sur les prix du pétrole, l'inflation et des taux d'approbation déjà faibles à l'approche des élections de mi-mandat américaines. Une prime de risque géopolitique sur les prix de l'énergie devrait persister en raison de l'instabilité persistante, des dommages aux infrastructures, de la nécessité de reconstituer les stocks (notamment en Europe) et de la hausse des coûts de transport. Après une période de forte volatilité des prix du pétrole et de pics occasionnels, le Brent devrait se stabiliser autour de 70 dollars par baril d'ici juin et à 65 dollars d'ici 2027.

NOTRE SOLIDE PERSPECTIVE DE CROISSANCE AMÉRICAINE MAINTENUE

La croissance du PIB américain reste résiliente, soutenue par l'atténuation des effets des droits de douane, une politique budgétaire robuste et des investissements dynamiques portés par l'IA. Aux États-Unis, les chocs pétroliers se transmettent généralement rapidement (en un à trois mois) via les prix de l'essence, affectant directement le pouvoir d'achat des ménages.

L'impact devrait rester plus contenu qu'en zone euro en raison d'une moindre dépendance au gaz naturel ainsi que de l'effet positif des investissements pétroliers à moyen terme. Des remboursements d'impôts sur le revenu exceptionnellement importants en 2026 contribueront à amortir le choc, bien que la hausse des prix des carburants affectera de manière disproportionnée les ménages à faibles revenus. L'inflation américaine était stable à 2,4 % en février ; le choc énergétique temporaire poussera l'inflation globale à la hausse dans les prochains mois, mais les anticipations d'inflation restent ancrées. L'assouplissement des droits de douane aiderait l'administration Trump à répondre à la question du pouvoir d'achat avant les élections de mi-mandat. Actuellement, des droits de douane universels temporaires de 10 % ont remplacé les droits de douane de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA) pour trois mois. Le choc pétrolier renforce notre anticipation que la Réserve fédérale (Fed) ne procédera plus qu'à une seule baisse de 25 points de base (pb) au second semestre 2026. Si les craintes de pertes d'emplois massives liées à l'IA semblent exagérées (voir Focus, page 8), le marché du travail apparaît non-inflationniste avec une création d'emplois toujours modérée.



La narration sur la
DÉSINFLATION
de la
ZONE EURO
a disparu

JAPON ET ZONE EURO : MAUVAIS TIMING !

La croissance du PIB de la zone euro au T4 2025 a dépassé les attentes, le chômage a atteint un niveau historiquement bas (6,1 %) et le plan budgétaire allemand gagnait en crédibilité avant le choc énergétique. L'inflation de février a été supérieure aux attentes (1,9 %), principalement en raison de hausses temporaires des prix des services liées aux Jeux Olympiques italiens, mais l'inflation sous-jacente est restée inférieure aux prévisions de la Banque centrale européenne (BCE). Le choc des prix de l'énergie touchera plus durement la zone euro compte tenu du faible niveau des réserves stratégiques de gaz, d'une reprise économique encore fragile et d'une incertitude persistante sur le commerce extérieur. La hausse des prix du pétrole se répercutera rapidement sur les coûts de l'essence et du fioul domestique, tandis que la hausse des prix du gaz naturel apparaîtra avec un décalage de 6 à 9 mois, les fournisseurs ajustant leurs tarifs et la concurrence pour le gaz naturel liquéfié (GNL) américain avec les économies asiatiques s'intensifiant. L'inflation pourrait dépasser 3 % à partir de septembre 2026, la désinflation des prix de l'énergie étant alors peu probable avant juillet 2027. La BCE devrait désormais maintenir ses taux stables à 2 % en 2026. Nous jugeons excessives les anticipations de marché de deux hausses de taux en 2026. Les taux actuels sont proches de la neutralité – contrairement à la crise énergétique de 2022, où les taux étaient bien plus bas et la crise énergétique plus sévère (le gaz naturel TTF se situe aujourd'hui autour de 50 euros/MWh contre plus de 300 euros après le début du conflit en Ukraine). La demande intérieure reste soutenue par un marché du travail relativement solide, une épargne élevée et la croissance des revenus, bien que le soutien budgétaire face à la crise énergétique devrait rester modeste.

Au Japon, le choc énergétique s'ajoute aux pressions de reflation (salaires nominaux en hausse de 3 % en janvier). La Banque du Japon pourrait être contrainte de relever ses taux au second semestre 2026, ce qui réduirait les perspectives de croissance auparavant optimistes, avec un report de l'optimisme sur les mesures de relance à 2027.

CHINE PRÉSERVÉE PAR RAPPORT AUX AUTRES MARCHÉS ÉMERGENTS

La Chine semble relativement préservée du choc pétrolier mondial, grâce à d'importantes réserves, une inflation domestique contenue et un mix énergétique diversifié. Le gouvernement vise une croissance de 4,5-5 %, s'éloignant du seuil symbolique des 5 %. Le marché immobilier s'affaiblit à nouveau, renforçant la probabilité de mesures budgétaires ciblées. À travers l'Asie, l'impact de la hausse des prix de l'énergie variera selon l'intensité des importations de pétrole, affectant les balances commerciales et les devises, la plupart des monnaies asiatiques se dépréciant face au dollar américain. Les devises restent sensibles aux déficits jumeaux et à l'appétit pour le risque mondial.

Les producteurs de pétrole comme le Brésil, l'Angola et la Russie pourraient bénéficier de la hausse des prix, mais pour le Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'impact sur le tourisme et les voyages pèse sur les perspectives. L'Amérique latine semble plus préservée, mais les banques centrales pourraient avoir plus de difficulté à baisser leurs taux dans un contexte de chocs énergétiques et de dollar fort.



L'objectif de
**CROISSANCE
CHINOIS**
passe de
**5 % À
4,5-5 %**

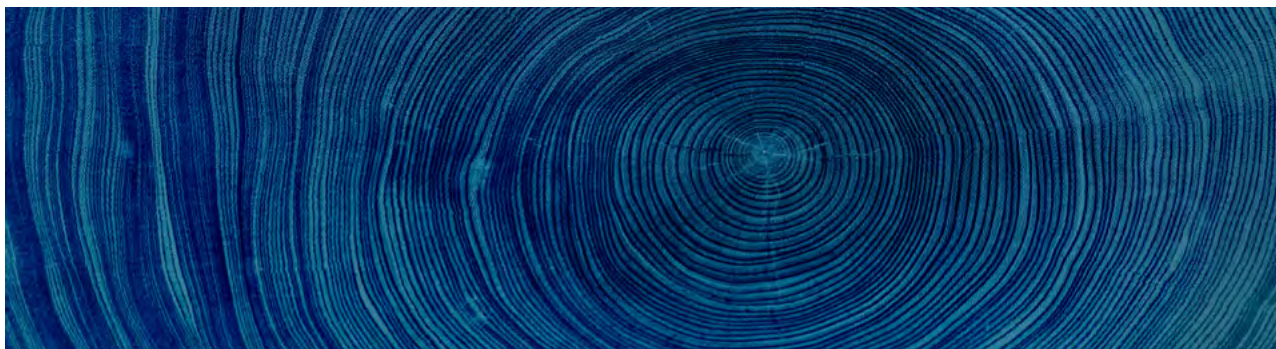
TABLEAU 1 : PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES 2025-2027, %

● Prévisions à la baisse depuis la dernière édition ● Prévisions à la hausse depuis la dernière édition

	PIB			INFLATION ¹		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
États-Unis	2,2 %	2,6 %	2,1 %	2,7 %	2,9 %	2,2 %
Zone euro	1,6 %	1,3 %	1,6 %	2,1 %	2,1 %	2,5 %
Chine	4,9 %	4,7 %	4,3 %	0,2 %	0,6 %	1,3 %
Japon	1,2 %	0,5 %	1,0 %	3,1 %	2,0 %	2,3 %
Monde	3,0 %	3,1 %	3,0 %	-	-	-

Source : Indosuez Wealth Management.

1- Inflation (hors produits frais).



Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

NOS CONVICTIONS EN MATIÈRE D'ALLOCATION D'ACTIFS

Au cours des dernières semaines, la balance des risques sur les marchés financiers s'est détériorée. La persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, l'émergence de premiers signaux de fragilité sur le segment du crédit privé, ainsi que les incertitudes entourant l'impact structurel de l'IA sur certains modèles d'affaires ont alimenté un regain de volatilité et une remontée de l'aversion au risque.

Dans ce contexte, et dans une optique de gestion disciplinée du risque, nous avons tactiquement ajusté notre allocation en réduisant notre surpondération aux actifs risqués. Cet ajustement s'inscrit toutefois dans une perspective toujours constructive à moyen terme. Les fondamentaux macroéconomiques demeurent globalement résilients, avec une croissance mondiale attendue autour de 3 % en 2026, soutenue par un *policy-mix* encore accommodant et la diffusion progressive des mesures de relance budgétaire adoptées l'an dernier.

ACTIONS

Au sein des actions, la diversification demeure un pilier central de notre allocation, tant sur le plan géographique que sectoriel et stylistique. Nous conservons néanmoins une préférence relative pour le marché américain, porté par une dynamique bénéficiaire robuste. La dernière saison de résultats a confirmé la solidité des publications, malgré une dispersion accrue entre secteurs et émetteurs. Les flux soutenus de rachats d'actions, ainsi que le retour du cycle de fusions-acquisitions constituent par ailleurs des facteurs techniques de soutien. Notre positionnement privilégie un équilibre entre grandes capitalisations et segments domestiques, notamment les petites et moyennes capitalisations, susceptibles de bénéficier des politiques de soutien et des initiatives de dérégulation.

S'agissant des marchés émergents, après une séquence de surperformance marquée, nous avons réduit notre surpondération afin de tenir compte de facteurs de court terme moins favorables, tels que la hausse des prix du pétrole et l'appréciation récente du dollar. Néanmoins, notre vue stratégique demeure positive, étayée par des fondamentaux solides, une dynamique bénéficiaire favorable et des politiques économiques proactives. Certaines zones et thématiques conservent un attrait particulier, notamment la technologie en Asie et les marchés d'Amérique Latine exposés aux matières premières. Nous continuons par ailleurs de privilégier l'Asie émergente au Japon, ce dernier étant davantage exposé aux risques liés à un resserrement de la politique monétaire et à une appréciation du yen.

Notre allocation à la zone euro reste plus équilibrée. La performance récente des marchés actions y a principalement reposé sur une expansion des multiples de valorisation, plutôt que sur une révision à la hausse des bénéfices. Bien que les mesures de soutien budgétaire soient amenées à profiter aux segments domestiques, en particulier aux petites capitalisations, nous décidons de mettre ce segment en vigilance accrue dans un scénario de persistance des tensions énergétiques et de pressions inflationnistes sur les taux.



ALLÈGEMENT
actions pour
CONTRÔLER
LE RISQUE



**HAUT
RENDEMENT :**
retour à la
NEUTRALITÉ

OBLIGATIONS ET MARCHÉS DE CRÉDIT

Sur les marchés obligataires, nous maintenons une sensibilité taux-réduite et conservons une sous-pondération sur la dette souveraine. Les incertitudes entourant les trajectoires budgétaires, combinées au risque d'un choc énergétique prolongé, sont susceptibles de peser sur les maturités longues. Une poursuite de la normalisation des taux pourrait néanmoins offrir des points d'entrée plus attractifs, notamment en zone euro, où les anticipations de resserrement monétaire nous paraissent excessives.

Sur le crédit, le profil asymétrique rendement/risque apparaît moins favorable, dans un contexte d'élargissement progressif des *spreads* à partir de niveaux historiquement resserrés, les incertitudes géopolitiques et les fragilités observées sur le crédit privé commençant à affecter la classe d'actifs. Nous réduisons notre surpondération bien que nous maintenions une vue encore constructive sur la classe d'actifs, les bilans des entreprises demeurent globalement solides. En diversification, nous conservons un intérêt pour la dette émergente en devises locales, offrant des rendements réels attractifs.

DEVICES

Sur le marché des changes, le dollar a temporairement retrouvé son statut de valeur refuge. Nous considérons néanmoins que cette appréciation devrait rester transitoire, sauf dégradation significative du contexte géopolitique. À moyen terme, les dynamiques structurelles de diversification des réserves de change et des allocations internationales devraient continuer d'exercer une pression baissière sur le billet vert.

En synthèse, dans un environnement caractérisé par une remontée de l'incertitude et de la volatilité, nous avons procédé à un ajustement tactique de notre exposition au risque. Cette approche permet également de reconstituer des marges de manœuvre en liquidité. Nous restons en effet convaincus que les phases de volatilité à court terme peuvent générer des points d'entrée attractifs, dans un cadre macroéconomique qui demeure résilient.

CONVICTIONS CLÉS - POSITION TACTIQUE

○ 12.02.2026

● 18.03.2026



Source : Indosuez Wealth Management.

IA et marché du travail : un récit dystopique ?



Hans BEVERS
Chief Economist
Degroof Petercam

L'intelligence artificielle (IA) n'est plus réservée à la science-fiction ; elle s'intègre de plus en plus dans notre quotidien. En tant que « technologie à usage général », l'IA aura un impact significatif sur de larges segments de l'économie. Dans cet article, nous examinons l'impact de l'IA sur le marché du travail.

« La crise de l'intelligence de 2028 », un rapport rédigé par le cabinet de recherche financière Citrini, décrit un scénario dystopique dans lequel l'IA provoque des déplacements massifs de main-d'œuvre, faisant grimper le chômage américain au-delà de 10 % d'ici 2028. Précisons que les auteurs ont mené une expérience de pensée, et non une prévision. Mais la réaction des marchés a été suffisamment marquée pour justifier une analyse approfondie.

Il est certain que l'IA entraînera la disparition de certains emplois. Les salariés et les entreprises dont les revenus diminuent en conséquence réduiront également leurs dépenses. Les économistes qui affirment que les évolutions technologiques ne conduisent pas au chômage oublient souvent que la première phase de la révolution industrielle s'est accompagnée d'une hausse du chômage, de la pauvreté et de troubles sociaux.

Sur une perspective de plus long terme, toutefois, et depuis le XXe siècle, les changements technologiques ont été (beaucoup) mieux absorbés par la société. Grâce à l'introduction de filets de sécurité sociale (tels que les allocations chômage), à la (re) formation et aux conventions collectives, les gains de productivité issus des technologies innovantes ont été partiellement redistribués aux travailleurs et salariés. La hausse des revenus réels a alors généré une demande accrue de nouveaux produits et services, et donc de nouveaux emplois dans de nouveaux secteurs.

Par exemple, le « choc Microsoft Excel » a rendu certains métiers de la comptabilité obsolètes. Mais, parallèlement aux emplois perdus, davantage de postes ont été créés dans l'analyse financière. Et lorsque le monde est passé du transport hippomobile aux véhicules motorisés, les emplois de palefreniers ont été remplacés par ceux de mécaniciens automobiles. Autrement dit, à côté de l'effet de substitution, il existe aussi un effet de compensation.

Il convient néanmoins de ne pas écarter trop vite les craintes liées au chômage. En effet, l'effet de substitution peut être concentré, tandis que l'effet de compensation peut être diffus. Les perturbations locales peuvent être importantes. On peut penser aux fermetures de mines ou au déclin de l'industrie textile dans les années 1970 et 1980. Pour les travailleurs concernés, l'impact a sans doute été similaire à celui subi par les tisserands manuels au début du XIXe siècle. Même si la reconversion et la redistribution apportent un soulagement, la question de l'estime de soi demeure.

Par ailleurs, on peut se demander si l'IA est différente. Par le passé, les machines servaient principalement à remplacer le travail physique et les tâches routinières. Désormais, avec le travail cognitif, les machines pilotées par l'IA entrent en concurrence directe avec l'humain. Et même si de nouveaux emplois finissent par émerger, n'y a-t-il pas un risque de voir apparaître une poussée temporaire de chômage frictionnel ? Par exemple, des éléments anecdotiques indiquent que les postes de début de carrière sont sous pression à mesure que l'IA prend en charge les tâches répétitives (graphique 1, page 9).

Cela étant dit, bien que le taux de chômage augmente légèrement plus vite dans les métiers exposés à l'IA, en particulier chez les jeunes actifs, il convient de ne pas surestimer l'ampleur du phénomène à ce stade. D'autres études confirment ce constat. Les données de la Réserve fédérale (Fed) de St. Louis et du National Bureau of Economic Research indiquent que l'adoption de l'IA reste progressive et modérée. L'utilisation quotidienne par les salariés oscille autour de 13-14 %, tandis que les dirigeants n'utilisent la technologie qu'environ deux heures par semaine. Les gains de temps déclarés sont minimes (1,4 % à 2 %) et 90 % des dirigeants indiquent n'avoir constaté aucun impact sur l'emploi au cours des trois dernières années.



L'IA

concurrence
directement les

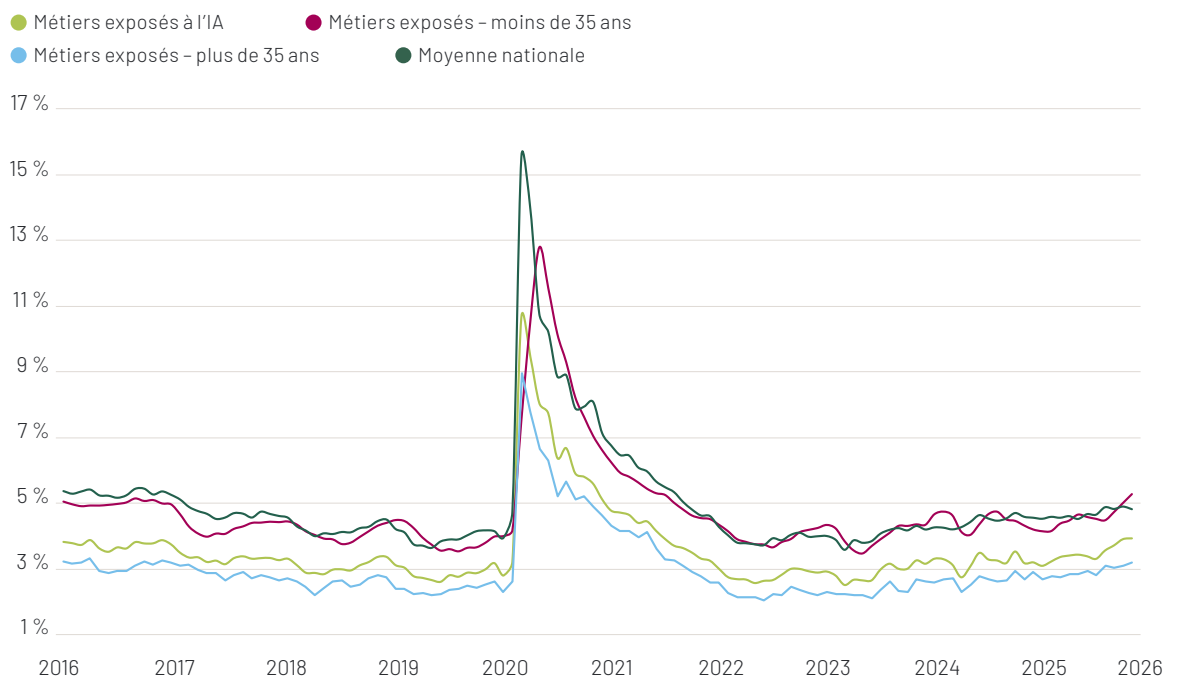
COMPÉTENCES
HUMAINES



Les premières données montrent que la disruption du marché du travail par l'IA s'est déroulée dans la lignée des évolutions technologiques récentes. Au cours des trois dernières années, la structure des métiers (le « mix professionnel ») a évolué à un rythme comparable à celui observé après l'avènement de l'ordinateur commercial (1984) et d'Internet (1996). Les économistes du travail soulignent par ailleurs que les effets du progrès technologique sont plus nuancés que la simple suppression ou création d'emplois. Le travail est avant tout une question de tâches. Ces tâches, de plus en plus pilotées par l'IA lorsque cela est possible, nécessitent toujours une supervision humaine.

Pour l'instant, on peut conclure que la transition est réelle mais nullement dystopique. Il convient toutefois de surveiller de près les conséquences sociales. Plusieurs études pointent le risque d'un (nouveau) déplacement de la répartition des revenus (du travail vers le capital), ainsi que la probabilité d'un écart de compétences liées à l'IA au sein des entreprises, et d'un accroissement des disparités économiques régionales. Il sera également nécessaire d'observer attentivement ce qui se passera lors de la prochaine récession. Historiquement, la pleine puissance disruptive de la technologie ne s'est révélée qu'en période de ralentissement économique. Les entreprises profitent alors de l'occasion pour revoir en profondeur leurs processus de production et supprimer les emplois devenus obsolètes du fait des avancées technologiques.

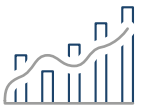
GRAPHIQUE 1 : TAUX DE CHÔMAGE AUX ÉTATS-UNIS, %



Sources : Oxford Economics, IPUMS CPS (2026), Indosuez Wealth Management.



Nicolas GAZIN
CIO Equity Quantamental
DPAM



RÉSULTATS 2026 :

Croissance attendue
de plus de 10 %

La montée des tensions entre les États-Unis et l'Iran a entraîné un regain marqué d'aversion au risque, effaçant une partie des performances enregistrées depuis le début de l'année sur les marchés actions.

L'enjeu immédiat porte sur les prix de l'énergie avec en toile de fond le spectre stagflationniste. Une hausse durable du prix du pétrole pourrait raviver les anticipations d'inflation et retarder le cycle d'assouplissement monétaire attendu de la Réserve fédérale (Fed), pesant à la fois sur les marges et sur les multiples de valorisation.

Cela étant, l'expérience historique suggère que les chocs géopolitiques sont généralement absorbés relativement rapidement par les marchés. Passée la réaction initiale, les investisseurs tendent à se recentrer sur les fondamentaux macroéconomiques et la dynamique bénéficiaire, illustrant une fois encore l'adage selon lequel il convient d'acheter au son du canon.

ÉTATS-UNIS

Dans le contexte actuel, le marché américain apparaît relativement plus résilient à court terme. Son indépendance énergétique relative constitue un facteur d'amortissement face à un choc pétrolier, limitant l'impact direct sur les coûts de production et la balance commerciale, contrairement à d'autres régions plus dépendantes.

L'exceptionnalisme américain reste intact, comme en témoigne la saison des résultats du quatrième trimestre, qui a confirmé la robustesse du cycle bénéficiaire. La croissance des bénéfices a dépassé les attentes, soutenue par une activité toujours dynamique, avec une contribution particulièrement marquée des secteurs technologique et financier.

Seul point de vigilance, la réaction boursière des grandes valeurs technologiques (les « 7 Fantastiques ») s'est révélée plus nuancée, à l'image de la baisse de près de 10 % de Microsoft à la suite de sa publication et ce malgré des résultats solides. Cela traduit des attentes déjà élevées, une sensibilité accrue aux niveaux de valorisation et des interrogations croissantes sur l'ampleur des dépenses en CapEx de ces géants de la technologie.

Si la capacité de monétisation de ces investissements par les *hyperscalers* reste un sujet de débat, on observe une montée en puissance d'un nombre croissant d'entreprises intégrant ces thématiques dans leur stratégie, suggérant une diffusion progressive du cycle d'investissement technologique.

EUROPE

La région reste particulièrement exposée à un choc énergétique. Une hausse durable des prix du pétrole et du gaz pèserait plus directement sur l'activité et les marges, compte tenu de sa dépendance aux importations.

La saison des publications s'est avérée correcte et les révisions de résultats demeurent stables à court terme. Les attentes en termes de croissance bénéficiaire restent élevées pour 2026, avec une croissance anticipée supérieure à 10 %, sous réserve de stabilisation de l'environnement macroéconomique.

Les valorisations restent attractives en relatif, et plusieurs catalyseurs pourraient soutenir un redémarrage progressif, notamment le soutien budgétaire attendu en Allemagne.

Dans ce contexte, l'Europe conserve un intérêt en diversification, mais reste dépendante d'une amélioration plus tangible du cycle domestique, dans un environnement où le risque énergétique demeure central.

ASIE ET MARCHÉS ÉMERGENTS

À court terme, les marchés émergents asiatiques restent les plus exposés au risque énergétique. La forte dépendance aux importations de pétrole rend notamment la Corée et Taïwan plus vulnérables, avec un impact potentiel sur les marges industrielles et les chaînes technologiques.

À moyen terme, l'environnement demeure toutefois porteur, soutenu par un dollar qui devrait à nouveau s'affaiblir, des banques centrales globalement toujours accommodantes et la poursuite du cycle d'investissement lié à l'intelligence artificielle (IA).

La Chine constitue un point d'ancrage clé. Le nouveau plan quinquennal met l'accent sur une croissance plus qualitative, combinant soutien à la consommation et accélération des investissements dans les technologies stratégiques, en particulier l'IA, les semi-conducteurs et l'innovation industrielle. Ces orientations contribuent à stabiliser une dynamique encore fragile.

JAPON

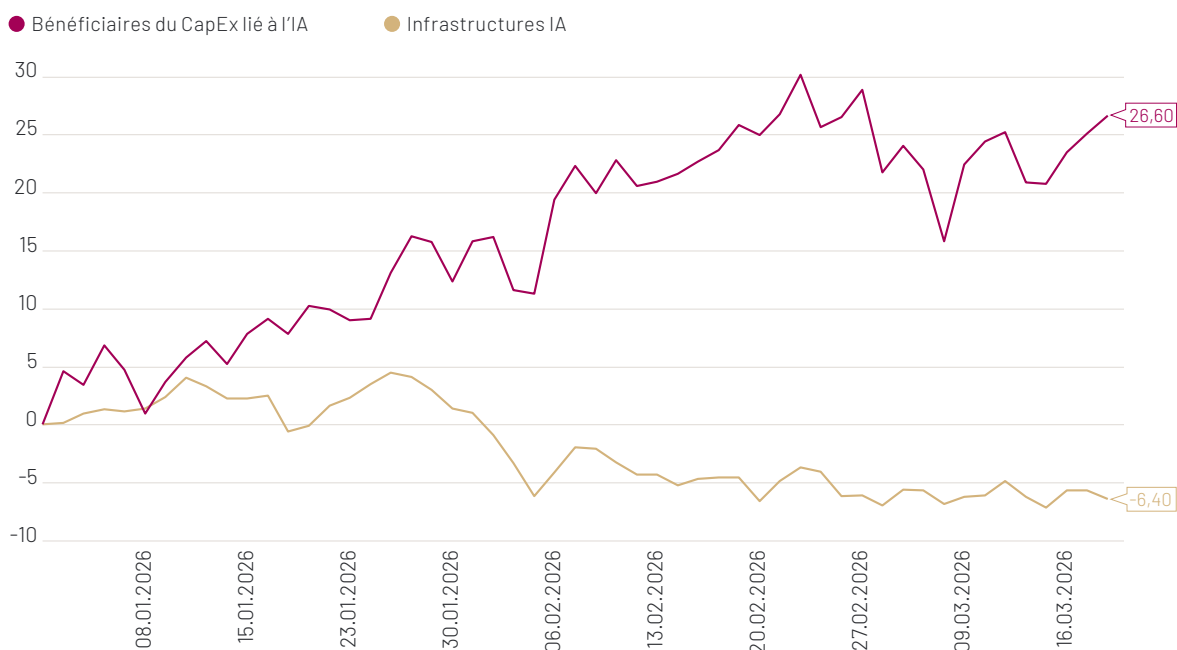
Le Japon bénéficie d'un environnement domestique plus porteur, soutenu par la victoire électorale de Sanae Takaichi, qui renforce la probabilité d'une politique budgétaire expansionniste combinant baisse d'impôts et hausse des investissements, notamment dans les secteurs stratégiques. Un plan de relance d'ampleur, supérieur à 21 000 milliards de yens (136 milliards de dollars), est en cours de déploiement afin de soutenir la croissance et le pouvoir d'achat.

À court terme, la hausse des coûts énergétiques constitue un point de vigilance. Le Japon figure parmi les économies les plus dépendantes aux importations d'énergie, tout en disposant d'une exposition limitée du marché actions au secteur énergétique, ce qui réduit sa capacité d'amortissement face à un choc sur les prix.

STYLES D'INVESTISSEMENT

Le thème du « *broadening* » (diversification en dehors des « 7 Fantastiques » et des grandes valeurs de croissance américaines) se confirme, notamment à travers la diffusion des investissements liés à l'IA. Si les *hyperscalers* restent les principaux moteurs des dépenses, la création de valeur s'étend désormais à l'ensemble de la chaîne (équipements, énergie, refroidissement, construction), favorisant une plus grande dispersion entre gagnants et perdants et un élargissement du *leadership* au-delà des méga capitalisations (graphique 2). Dans ce contexte, nous privilégions les zones offrant des valorisations plus attractives, en particulier les petites et moyennes capitalisations américaines, tout en maintenant en Europe une préférence pour les styles Qualité et Value.

GRAPHIQUE 2 : L'IA CREUSE L'ÉCART ENTRE LES GAGNANTS ET LES PERDANTS



Sources : Bloomberg 2026, Indosuez Wealth Management.

DONNÉES AU 19.03.2026

OBLIGATIONS D'ÉTAT	RENDEMENT	VARIATION 4 SEMAINES (PB)	VARIATION ANNUELLE (PB)
Bons du Trésor américain 10 ans	4,25 %	18,20	8,23
France 10 ans	3,64 %	32,60	7,80
Allemagne 10 ans	2,96 %	21,50	10,30
Espagne 10 ans	3,46 %	35,30	17,70
Suisse 10 ans	0,37 %	9,10	4,50
Japon 10 ans	2,27 %	12,90	21,00

OBLIGATIONS	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Emprunts d'État émergents	41,14	-3,50 %	-1,03 %
Emprunts d'État en EUR	212,94	-1,53 %	-0,45 %
Entreprises haut rendement en EUR	239,52	-1,76 %	-1,11 %
Entreprises haut rendement en USD	391,32	-1,43 %	-0,55 %
Emprunts d'État américains	336,29	-0,62 %	0,08 %
Entreprises émergentes	45,42	-1,82 %	-0,98 %

DEVICES	DERNIER SPOT	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
EUR/CHF	0,9134	0,09 %	-1,86 %
GBP/USD	1,3431	-0,25 %	-0,33 %
USD/CHF	0,7882	1,70 %	-0,56 %
EUR/USD	1,1589	-1,56 %	-1,34 %
USD/JPY	157,73	1,75 %	0,65 %

INDICE DE VOLATILITÉ	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES (POINT)	VARIATION ANNUELLE (POINT)
VIX	24,06	3,83	9,11

INDICES ACTIONS	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
S&P 500 (États-Unis)	6 606,49	-3,72 %	-3,49 %
FTSE 100 (Royaume-Uni)	10 063,50	-5,30 %	1,33 %
STOXX Europe 600	583,64	-6,67 %	-1,44 %
Topix	3 609,40	-6,30 %	5,88 %
MSCI World	4 307,01	-4,89 %	-2,78 %
Shanghai SE Composite	4 583,25	-1,66 %	-1,01 %
MSCI Emerging Markets	1 476,21	-5,57 %	5,12 %
MSCI Latam (Amérique Latine)	2 969,39	-7,61 %	9,60 %
MSCI EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique)	254,13	-9,43 %	-1,96 %
MSCI Asia Ex Japan	964,26	-4,76 %	5,57 %
CAC 40 (France)	7 807,87	-7,04 %	-4,19 %
DAX (Allemagne)	22 839,56	-8,80 %	-6,74 %
MIB (Italie)	43 701,38	-4,57 %	-2,77 %
IBEX (Espagne)	16 905,90	-6,17 %	-2,32 %
SMI (Suisse)	12 459,54	-9,71 %	-6,09 %

MATIÈRES PREMIÈRES	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Acier (CNY/Tonne)	3 130,00	7,93 %	0,81 %
Or (USD/Oz)	4 650,02	-6,93 %	7,66 %
Pétrole brut (USD/Bbl)	96,14	44,72 %	67,43 %
Argent (USD/Oz)	70,90	-8,67 %	0,42 %
Cuivre (USD/Tonne)	12 146,50	-5,17 %	-2,23 %
Gaz naturel (USD/MMBtu)	3,17	5,67 %	-14,11 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

RENDEMENT MENSUEL DES INDICES, HORS DIVIDENDES

- FTSE100
- Topix
- MSCI World
- MSCI EMEA
- MSCI Emerging Markets
- STOXX 600
- S&P 500
- Shanghai SE Composite
- MSCI Latam
- MSCI Asia Ex Japan

DÉCEMBRE 2025	JANVIER 2026	FÉVRIER 2026	VARIATION 4 SEMAINES	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (19.03.2026)
4,41 %	15,19 %	10,44 %	-1,66 %	9,60 %
2,74 %	8,81 %	6,72 %	-3,72 %	5,88 %
2,73 %	8,77 %	5,79 %	-4,76 %	5,57 %
2,57 %	8,16 %	5,41 %	-4,89 %	5,12 %
2,28 %	4,62 %	3,74 %	-5,30 %	1,33 %
2,17 %	3,18 %	3,70 %	-5,57 %	-1,01 %
0,90 %	2,94 %	1,54 %	-6,30 %	-1,44 %
0,73 %	2,19 %	0,64 %	-6,67 %	-1,96 %
-0,05 %	1,65 %	0,09 %	-7,61 %	-2,78 %
-0,45 %	1,37 %	-0,87 %	-9,43 %	-3,49 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

MEILLEURE PERFORMANCE



MOINS BONNE PERFORMANCE



Découvrez l'équipe éditoriale internationale d'Indosuez Wealth Management, dédiée à transmettre avec précision et efficacité les stratégies d'investissement élaborées par nos experts à travers le monde, avec pour ambition de garantir à nos clients un service d'exception.

**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

**Alexandre
DRABOWICZ, CAIA**
Global Chief
Investment Officer

**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist

Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

Hans BEVERS
Chief Economist
Degroof Petercam

Lucas MERIC
Cross Asset Strategist

Francis TAN
Chief Strategist Asia

Alexandre GAUTHY
Senior Cross-Assets Manager /
Market Forex Strategist

Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

Mafalda DOS SANTOS
Global Head of
Content Marketing

Blockchain : Technologie de stockage et de transmission d'informations, prenant la forme d'une base de données qui a la particularité d'être partagée simultanément avec tous ses utilisateurs et qui ne dépend généralement d'aucun organe central.

BLS : Bureau américain des statistiques de l'emploi (Bureau of Labor Statistics).

BPA : Bénéfice par action.

Brent : Un type de pétrole brut doux, souvent utilisé comme référence du cours du pétrole brut en Europe.

Cycliques : Les (valeurs) Cycliques désignent des entreprises soumises aux fluctuations de l'économie. Ces entreprises enregistrent des bénéfices plus élevés lorsque l'économie est en expansion.

Défensives : Les (valeurs) Défensives désignent des entreprises relativement à l'abri des fluctuations du contexte économique.

Déflation : La déflation est l'opposé de l'inflation. À l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Duration : Elle évalue la sensibilité d'une obligation ou d'un fonds obligataire aux variations des taux d'intérêt. Cette valeur est exprimée en années. Plus la duration d'une obligation est longue, plus son cours est sensible aux variations des taux d'intérêt.

EBIT (Earnings Before Interests and Taxes) : Terme anglo-saxon désignant les bénéfices générés avant la prise en compte des intérêts financiers et des impôts. Ce *ratio*, qui correspond à la notion de résultat d'exploitation, est calculé en soustrayant les dépenses hors exploitation aux bénéfices.

EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation) : Ce ratio est calculé en rajoutant les intérêts financiers, les impôts, la dépréciation et les charges d'amortissement aux bénéfices. Il est utilisé pour mesurer la rentabilité du cycle d'exploitation de l'entreprise avant les dépenses hors exploitation et les charges hors caisse.

ESG : Système de notation extra-financière des entreprises sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance qui permet d'évaluer la soutenabilité et l'impact éthique d'un investissement dans une société.

Fed : Réserve fédérale américaine, c.-à-d. la banque centrale des États-Unis.

FDIC : Federal Deposit Insurance Corporation est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis qui assure les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions financières jusqu'à 250 000 dollars en cas de faillite de la banque.

FMI : le Fonds monétaire international.

FOMC (Federal Open Market Committee) : Il est l'organe de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

GENIUS Act : est l'acronyme de Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act est une loi fédérale américaine adoptée en juillet 2025 qui établit un cadre réglementaire pour les *stablecoins*, des cryptomonnaies dont la valeur est adossée à une monnaie fiduciaire comme le dollar américain.

Growth : Le style *Growth* désigne des entreprises dont le chiffre d'affaires et les bénéfices devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne du marché. Les actions *Growth* se caractérisent généralement par des valorisations supérieures à celle du marché dans son ensemble.

IDA : Indice des directeurs d'achat, PMI (Purchasing Manager Index) en anglais.

Indice de surprises économiques : Mesure le niveau de variation des données macroéconomiques publiées par rapport aux anticipations des prévisionnistes.

IPC (indice des prix à la consommation) : Cet indice estime le niveau général des prix auquel est confronté un ménage type sur la base d'un panier de consommation moyen de biens et de services. Il est l'instrument de mesure de l'inflation le plus couramment utilisé.

ISM : Institute for Supply Management, Institut pour la gestion de l'approvisionnement en français.

ISR : Investissement socialement responsable.

Notations : Les notations des obligations vont généralement de AAA (meilleure qualité) à C (qualité la plus faible), dans un ordre décroissant : AAA – AA – A – BBB – BB – B – CCC – CC – C.

Obligations à haut rendement : Les obligations à haut rendement sont de moins bonne qualité que les obligations *investment grade* tout en faisant et pour la plupart d'entre elles, l'objet d'une notation par une agence spécialisée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

« One Big Beautiful Bill Act » (en français, Grande et belle loi) : Est le nom donné à un projet de loi global de réconciliation budgétaire adopté par le Congrès américain et signé par le président Trump le 4 juillet 2025. C'est une législation vaste et complexe qui comprend de nombreuses dispositions affectant divers aspects de la vie américaine, notamment les impôts, les soins de santé, la politique énergétique, et bien plus encore.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole composée de 14 membres.

OPEP+ : Organisation constituée des pays de l'OPEP et de 10 autres pays producteurs, dont la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

PIB (produit intérieur brut) : Mesure le niveau de production de biens et services d'un pays au cours d'une année par les agents résidant à l'intérieur du territoire national.

Point de base (pb) : 1 point de base = 0,01 %.

Point mort d'inflation (ou « inflation breakeven » en anglais) : Niveau d'inflation qui équilibre les rendements des obligations nominales et des obligations indexées sur l'inflation (de maturité et de qualité identiques). En d'autres termes, c'est le niveau d'inflation pour lequel un investisseur est indifférent entre la détention d'une obligation nominale ou d'une obligation indexée sur l'inflation. Il représente ainsi les anticipations d'inflation sur une zone géographique pour une certaine maturité.

Qualité : Le style *Qualité* désignent des entreprises affichant des bénéfices plus élevés et plus réguliers associés à un faible endettement, ainsi que d'autres indicateurs de stabilité des bénéfices et de bonne gouvernance. Les actions de *Qualité* se caractérisent par un rendement élevé des capitaux propres, un ratio dette/capitaux propres raisonnable et une moindre variabilité des bénéfices.

Quantitative easing QE (Assouplissement quantitatif) : Instrument de politique monétaire par l'intermédiaire duquel la banque centrale acquiert des actifs, par exemple des obligations, afin d'injecter des liquidités dans l'économie.

SAFE (« Security Action For Europe ») : est un programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à faciliter les achats d'armement en commun par les États membres de l'UE. Il fait partie d'un plan plus large de réarmement du continent, présenté par la Commission européenne, qui vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros.

SEC (Securities and Exchange Commission) : Organisme fédéral américain indépendant en charge du bon fonctionnement des marchés financiers.

Spread (pour Spread de crédit) : Correspond à l'écart entre deux actifs, généralement entre les taux d'intérêt, par exemple entre le taux d'une obligation d'entreprise et celui d'une obligation d'État.

Stagflation : La *stagflation* désigne une situation dans laquelle une inflation élevée coexiste avec une stagnation de la production économique.

Taux swap d'inflation 5 ans dans 5 ans : Mesure du marché de ce que seront les anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans. Il donne une fenêtre sur la façon dont les anticipations d'inflation peuvent changer à l'avenir.

Value : Le style *Value* désigne des entreprises qui se négocient avec une décote par rapport à leurs fondamentaux. Les actions *Value* se caractérisent par un rendement du dividende élevé et de faibles ratios cours/valeur comptable et cours/bénéfices.

VIX : Indice de volatilité implicite de l'indice S&P 500. Il mesure les anticipations des opérateurs sur la volatilité à 30 jours sur la base des options contractées sur l'indice.

Ce document intitulé « Monthly House View » (la « Brochure ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Brochure est rédigée font partie des langues de travail d'Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Brochure n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Brochure n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Brochure n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futurs.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales ou entités apparentées, à savoir CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales, succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Chacune des filiales, leurs propres filiales, succursales et bureaux de représentation, ainsi que chacune des autres entités de Indosuez Wealth Management sont désignés individuellement par l'« Entité » et collectivement par les « Entités ».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Brochure, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Brochure, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Brochure ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veuillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Brochure à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35);
- **au Luxembourg** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF);

- **en Espagne** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comisión Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176,F 1,S 8, H M-543170, CIF ;

- **en Italie** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, 20121 Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;

- **au Portugal** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;

- **en Belgique** : la Brochure est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;

- **au sein de l'Union européenne** : la Brochure peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;

- **à Monaco** : la Brochure est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'Industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;

- **en Suisse** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Brochure est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Brochure ;

- **dans la Région administrative spéciale de Hong Kong** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway - Hong Kong. Aucune information contenue dans la Brochure ne constitue une recommandation d'investissement. La Brochure n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Brochure et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571)(SFO) ;

- **à Singapour** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, 101 Central Boulevard Towers, 018916 Singapour. À Singapour, la Brochure est destinée exclusivement aux investisseurs qualifiés, investisseurs institutionnels ou investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour 2001. Pour toute question concernant la Brochure, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;

- **au DIFC** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente Brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente Brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente Brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;

- **aux EAU** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Nayel & Bin Harmal Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Brochure ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;

- **autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette Brochure. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Brochure ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photo : Adobe Stock.

Achevé de rédiger le 20.03.2026.

Présence internationale

NOTRE HISTOIRE

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10ème banque au monde par le bilan (The Banker 2025).

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La banque propose une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses équipes proposent un continuum de services et d'offres intégrant conseil, financement, solutions d'investissement, fund servicing, solutions technologiques et bancaires.

Indosuez Wealth Management rassemble plus de 4 300 collaborateurs dans 15 territoires à travers le monde : en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Monaco et Suisse), en Asie-Pacifique (Hong Kong RAS, Nouvelle-Calédonie et Singapour), et au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Dubaï).

Avec 215 milliards d'euros d'actifs clients à fin décembre 2024, Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

Plus d'informations sur <https://ca-indosuez.com/>



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management s'appuie sur un patrimoine exceptionnellement riche, fondé sur des relations à long terme, une expertise financière et notre réseau financier international :

Asie Pacifique

HONG KONG RAS

Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway
Hong Kong
T. +852 37 63 68 68

NOUMÉA

Le Commodore - Promenade Roger Laroque,
Anse Vata
98800 Nouméa - Nouvelle-Calédonie
T. +687 27 88 38

SINGAPOUR

2 Central Boulevard, West Tower #12-02,
101 Central Boulevard Towers,
018916 Singapour
T. +65 64 23 03 25

Europe

BRUXELLES

Rue de l'Industrie 44
1000 Bruxelles - Belgique
T. +32 2 287 91 11

GENÈVE

Quai Général-Guisan 4
1204 Genève - Suisse
T. +41 58 321 90 00

LISBONNE

Avenida da Liberdade, n.º190, 2ºB
1250 - 147 Lisbonne - Portugal
T. +351 211 255 360

LUXEMBOURG

39, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
T. +352 24 67 1

MADRID

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid - Espagne
T. +34 91 310 99 10

MILAN

Piazza Cavour 2
20121 Milan - Italie
T. +39 02 722 061

MONACO

11, Boulevard Albert 1^{er}
98000 Monaco
T. +377 93 10 20 00

PARIS

17, Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris - France
T. +33 1 40 75 62 62

Moyen-Orient

ABU DHABI

Zayed - The 1st Street -
Nayel & Bin Harmal Tower,
5th Floor office 504
PO Box 44836 Abu Dhabi
T. +971 2 631 24 00

DIFC

Al Fattan Currency House, Tower 2
Level 23 Unit 4 DIFC
PO Box 507232 Dubaï
T. +971 4 350 60 00